



**PRÉFÈTE
DE LA
CHARENTE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
portant ouverture d'une enquête publique relative à la demande d'autorisation
environnementale unique déposée par la société IBERDROLA DÉVELOPPEMENT
RENOUVELABLE en vue de construire et exploiter un parc éolien
sur le territoire des communes de Moutonneau, Chenon et Aunac-sur-Charente (16)

La préfète de la Charente
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment le chapitre III du titre II du livre Ier et le titre Ier du livre V ;

Vu la colonne A de l'annexe à l'article R.511-9 du Code de l'Environnement constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale ;

Vu les décrets n°2017-81 et 2017-82 du 26 janvier 2017 relatifs à l'autorisation environnementale ;

Vu l'ordonnance n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement ;

Vu le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de Mme Martine CLAVEL, préfète de la Charente ;

Vu l'arrêté du 23 août 2022 donnant délégation de signature à Mme Nathalie VALLEIX, secrétaire générale de la préfecture de la Charente ;

Vu la demande d'autorisation environnementale unique déposée le 22 février 2022 par la société IBERDROLA DÉVELOPPEMENT RENOUELEBLE dont le siège social est situé 9 bd Dunkerque, Immeuble Grand Large 2 à MARSEILLE (13002) en vue de construire un parc éolien sur le territoire des communes de Moutonneau, Chenon et Aunac-sur-Charente (16) ;

Vu les pièces du dossier produit à l'appui de cette demande comprenant notamment l'étude d'impact ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement tendant à répertorier l'installation considérée à la rubrique 2980-1 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 10 août 2022 ;

Vu l'avis rendu par la Mission Régionale d'Autorité environnementale le 5 octobre 2022 ;

Vu la réponse apportée par le pétitionnaire à l'avis précité ;

Vu la décision N°E22000098/86 du 7 septembre 2022 de Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Poitiers portant désignation d'un commissaire enquêteur ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Charente,

ARRÊTE

Article 1er : Il sera procédé sur le territoire des communes d'Aunac-sur-Charente, Chenon et Moutonneau (16) à une enquête publique sur la demande d'autorisation environnementale unique présentée par la société IBERDROLA DÉVELOPPEMENT RENOUVELABLE dont le siège social est situé 9 bd Dunkerque, Immeuble Grand Large 2 à MARSEILLE (13002) en vue de construire et exploiter un parc éolien sur le territoire des communes de Moutonneau, Chenon et Aunac-sur-Charente (16).

Elle sera ouverte pendant une durée de 30 jours consécutifs soit du **vendredi 18 novembre 2022 à 09h 30 au samedi 17 décembre 2022 à 12h 30 inclus**. Le siège de l'enquête est fixé à la mairie de Moutonneau.

Le commissaire enquêteur peut, après information de l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête, prolonger celle-ci pour une durée maximale de quinze jours, notamment lorsqu'il décide d'organiser une réunion d'information et d'échange avec le public durant cette période de prolongation de l'enquête. Cette décision est portée à la connaissance du public, au plus tard à la date prévue initialement pour la fin de l'enquête, dans les conditions prévues au I de l'article L. 123-10.

Article 2 : Pendant cette période, les pièces du dossier en format papier et dématérialisé, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, seront déposés en mairies de Moutonneau, Chenon et Aunac-sur-Charente, communes d'implantation des éoliennes.

Le public pourra prendre connaissance du dossier :

- en mairies de Moutonneau, Chenon et Aunac-sur-Charente aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux au public ;

- en le consultant sur le site de la préfecture de la Charente : www.charente.gouv.fr rubriques : « Politiques Publiques » « Environnement - Chasse » « DUP – ICPE – IOTA/ Moutonneau /Chenon/Aunac-sur-Charente» ;

- en le consultant à partir d'un poste informatique installé dans le hall de la préfecture au 7 rue de la préfecture à ANGOULÊME (16000) pendant les jours et heures d'ouverture du public.

Article 3 : Le public pourra :

- consigner ses observations et propositions sur les registres ouverts à cet effet en mairies de Moutonneau, Chenon et Aunac-sur-Charente **aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux ;**

- les adresser par correspondance au commissaire enquêteur, M Patrice LAMANT à la mairie de Moutonneau, 4 rue de la Métairie (16460), **siège de l'enquête, jusqu'au samedi 17 décembre 2022 à 12h 30.**

Les observations et propositions transmises par voie postale au commissaire enquêteur et celles recueillies sur le registre sont consultables au siège de l'enquête, soit à la mairie de Moutonneau.

- les transmettre par courrier électronique à l'adresse de la boîte fonctionnelle suivante :
pref-eolien-moutonneau@charente.gouv.fr

Les observations transmises par voie électronique seront consultables sur le site internet de la préfecture www.charente.gouv.fr en suivant le chemin suivant « politiques publiques » « Environnement-chasse » « DUP-ICPE-IOTA/Moutonneau/Chenon/Aunac-sur-Charente ».

Article 4 : La Présidente du Tribunal Administratif de Poitiers a désigné, pour conduire cette enquête publique M. Patrice LAMANT, cadre dirigeant secteur industriel en retraite. En cas d'empêchement, l'enquête sera interrompue. La Présidente du Tribunal Administratif désignera alors un commissaire enquêteur remplaçant et fixera la date de reprise de l'enquête. Un arrêté de reprise d'enquête sera publié dans les mêmes conditions que le présent arrêté.

Article 5 : Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations de la manière suivante :

Mairie de Moutonneau
Vendredi 18 novembre 2022 : 9h 30 – 12h 30
Mercredi 23 novembre 2022 : 13h 00 – 16h 00
Mairie de Chenon
Jeudi 1 ^{er} décembre 2022 : 9h 00 – 12h 00
Mairie d'Aunac-sur-Charente
Mardi 6 décembre 2022 : 13h 30 – 16h 30
Mairie de Moutonneau
Samedi 17 décembre 2022 : 9h 30 – 12h 30

Article 6 : Un avis sera inséré par les soins de la Préfète, aux frais du demandeur, dans deux journaux diffusés dans le département de la Charente à savoir « Charente Libre » au format papier et « Sud Ouest » sur internet, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et sera rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête.

Cet avis sera également publié par voie d'affiches, et éventuellement par tout autre procédé, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci (**soit au moins du 28 octobre 2022 au 17 décembre 2022**) dans les lieux d'affichage habituels, en mairies de Moutonneau, Chenon et Aunac-sur-Charente (communes d'implantation du projet) ainsi que dans les mairies de Charmé, Courcôme, Couture, Fontclaireau, Fontenille, Juillé, Lichères, Luxé, Lonnes, Mansle, Mouton, Poursac, Puyréaux, Saint-Ciers-sur-Bonnieure, Saint-Front, Saint-Georges, Saint-Gourson, Saint-Groux, Salles-de-Villefagnan et Verteuil-sur-Charente dont une partie du territoire est située à une distance inférieure au rayon d'affichage de 6 kilomètres fixé par la nomenclature des installations classées.

Pendant la même période, cet avis sera également affiché par le responsable du projet sur les lieux prévus pour la réalisation de l'opération projetée, visible de la ou des voies publiques. Les affiches répondront aux caractéristiques et dimensions définies par arrêté du 9 septembre 2021.

L'accomplissement des formalités d'affichage sera attesté par des certificats établis par les maires et par la Société IBERDROLA DÉVELOPPEMENT RENOUVELABLE. Ces certificats seront adressés au commissaire enquêteur.

En outre, cet avis sera publié sur le site internet de la préfecture de la Charente, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête, à l'adresse suivante : www.charente.gouv.fr (rubrique Politiques Publiques – Environnement Chasse – DUP ICPE IOTA/Moutonneau/Chenon/Aunac-sur-Charente).

Article 7 : À l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête visés à l'article 3 seront mis à la disposition du commissaire enquêteur et clos par lui.

Dès réception des registres et des documents annexés, le commissaire enquêteur rencontrera, dans le délai de 8 jours, le responsable du projet et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès verbal de synthèse. Le responsable du projet disposera d'un délai de 15 jours pour produire ses observations.

Le commissaire enquêteur établira un rapport qui relatera le déroulement de l'enquête et examinera les observations parvenues pendant le délai de l'enquête. Il consignera dans une présentation séparée ses conclusions motivées en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

L'ensemble des pièces sera transmis par le commissaire enquêteur dans le délai d'un mois à compter de la date de clôture de l'enquête à la Préfète de la Charente, service de coordination des politiques publiques et de l'appui territorial – bureau de l'environnement – sous réserve de la faculté de demande motivée de report du délai de remise du rapport et des conclusions prévues à l'article L 123-15 du code de l'environnement.

Article 8 : La préfète de la Charente adressera, dès leur réception, copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur au responsable du projet.

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public à la Préfecture de la Charente et en mairies de Moutonneau, Chenon et Aunac-sur-Charente ainsi que dans les autres communes recensées à l'article 6 du présent arrêté, pendant un an à compter de la date de la clôture de l'enquête.

Ils seront également publiés sur le site internet de la Préfecture de la Charente et mis à la disposition du public pendant un an : www.charente.gouv.fr - rubrique Politiques Publiques – Environnement Chasse – DUP ICPE IOTA/Moutonneau/Chenon/Aunac-sur-Charente.

Article 9 : Toute information concernant la demande d'autorisation peut être prise auprès du porteur de projet : la société IBERDROLA DÉVELOPPEMENT RENOUELEBLE dont le siège social est situé 9 bd Dunkerque, Immeuble Grand Large 2 à MARSEILLE (13002) Mme Capucine SANCHEZ – c_sanchez@iberdrola.fr - tel : 07 85 23 35 31.

Article 10 : A l'issue de l'enquête publique, la préfète de la Charente pourra prononcer la décision d'autorisation assortie de prescriptions et comportant des mesures d'évitement, de réduction et de compensation ou de refus de construire et d'exploiter le parc éolien.

Article 11 : Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête, dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête.

Article 12 : Les conseils municipaux des communes de Moutonneau, Chenon et Aunac-sur-Charente, communes d'implantation du projet, ainsi que ceux des communes de Charmé, Courcôme, Couture, Fontclaireau, Fontenille, Juillé, Lichères, Luxé, Lonnes, Mansle, Mouton, Poursac, Puyréaux, Saint-Ciers-sur-Bonnieure, Saint-Front, Saint-Georges, Saint-Gourson, Saint-Groux, Salles-de-Villefagnan et Verteuil-sur-Charente seront appelés à donner leur avis sur la demande d'autorisation dès l'ouverture de la présente enquête. Ne pourront être pris en considération que les avis exprimés au plus tard dans les quinze jours suivant la clôture du registre d'enquête.

Article 13 : La secrétaire générale de la préfecture de la Charente, la sous-préfète de Confolens, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Nouvelle-Aquitaine, les maires de Moutonneau, Chenon, Aunac-sur-Charente, Charmé, Courcôme, Couture, Fontclaireau, Fontenille, Juillé, Lichères, Luxé, Lonnes, Mansle, Mouton, Poursac, Puyréaux, Saint-Ciers-sur-Bonnieure, Saint-Front, Saint-Georges, Saint-Gourson, Saint-Groux, Salles-de-Villefagnan et Verteuil-sur-Charente et le commissaire enquêteur sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie leur sera adressée ainsi qu'au porteur du projet, la société IBERDROLA DÉVELOPPEMENT RENOUELEBLE.

Angoulême, le 19 OCT. 2022

Pour la préfète et par délégation,
La secrétaire générale,


Nathalie VALLEIX

